

Les problèmes de l'identité nationale en Europe de l'Est

Par

EMIL NIEDERHAUSER

Des problèmes de l'identité nationale on ne peut parler évidemment qu'à partir de la naissance de la nation bourgeoise moderne. Et celle-ci fut en Europe de l'Est assez tardivement, car toute la région était relativement arriérée dans son développement économique et social par rapport aux pays et peuples de l'Europe Occidentale, qui ont eu un rôle dirigeant aux époques féodale et bourgeoise. Ce retard, et les essais, illustrés notamment par l'absolutisme éclairé, pour le rattraper, ont ajourné certaines questions fondamentales du développement social jusqu'à l'époque de la formation des nations, tandis que, à l'Ouest, ces problèmes avaient été résolus beaucoup plus tôt, ou bien ne s'étaient pas posés sous la même forme. En particulier, il faut penser au problème du servage, qui, dans la suite, sera la source de difficultés, notamment celles qui toucheront à la question de l'identité nationale du paysan.

Une cause de ce retard qui apparaît encore plus clairement au premier examen, c'est le simple fait qu'en Europe de l'Est, pour les raisons les plus diverses, quelques empires multinationaux se sont formés, l'empire des Habsbourg, le royaume polono-lituanien, l'empire russe et l'empire ottoman. L'Etat polono-lituanien a été démembré en 1795, et sa renaissance en 1814-15 n'a été que temporaire et partielle, étant donné que les territoires polonais ont été partagés entre ses trois voisins; il ne restait donc que trois empires multinationaux si l'on exclut l'État prussien (au tournant du XIX^e siècle, la moitié de sa population n'était pas allemande). Du point de vue de la plupart des petits peuples européens, ce changement a été peu intéressant, car ils sont toujours restés les composants d'un des grands empires, et jusqu'au XIX^e siècle — ou même plus tard — le pouvoir d'État, officiellement n'a pas reconnu leurs existences.

Il faut encore mentionner une troisième cause, celle de l'oppression de ces peuples pendant ces décennies ou siècles. Il ne fait aucun doute que, surtout à l'égard de la paysannerie — qui consistait l'immense majorité de l'ethnie dans de nombreux cas — on pourrait penser à une oppression sociale, à une oppression de classe. Mais on pense généralement à l'oppression des nationalités. En effet l'individu du XX^e siècle se réfère inévitablement à l'oppression subie

par les nationalités à son époque, qui a pu en produire jusqu'ici de nombreux exemples. Il faut voir clairement que le XVIII^e siècle, et même, avec quelques rares exceptions, le XIX^e, sont restés en deçà de ce que l'ingéniosité des générations suivantes a réalisé. L'empire ottoman, sinon aux ethnies ou aux peuples, du moins aux confessions, a même assuré une certaine autonomie, par le système des « millet » ; l'empire des Habsbourg, si l'absolutisme y caractérisait le pouvoir central, a pris en considération l'autonomie des Ordres de ses provinces historiques; et dans les deux cas cela signifia la prise en considération de certaines ou de toutes les ethnies. Seul l'absolutisme russe soit a considéré les ethnies non-russes comme russes au fond, par exemple les Ukrainiens, soit a traité le problème comme un simple problème policier.

L'oppression des nationalités a donc signifié que le pouvoir central de l'empire ou n'a pas reconnu l'existence de certaines ethnies ou, tout du moins, n'a pas reconnu leurs particularismes; et ces refus seront dans la suite l'objet de vives doléances. Et dans la mesure où la prise de conscience nationale s'est affirmée, des conflits nationaux ont pu éclater entre les « opprimés » eux-mêmes, mais ils ont rarement dépassé le niveau des polémiques littéraires ou des tracts politiques. Quand les mouvements nationaux sont entrés en scène sous la forme de soulèvements armés — alors d'abord dans les Balkans — la situation a été évidemment modifiée et la répression, ou plutôt ses tentatives, a revêtu des formes plus sanglantes; mais dans ces cas — plus tôt ou plus tard — les grandes puissances sont intervenues.

La vigueur de l'oppression ou du refus de reconnaître les nationalités a été différente selon la structure sociale des ethnies, nations potentielles. Le critère décisif a été, même à l'intérieur du système féodal, l'existence ou l'absence au plan local d'une classe dominante féodale. En passant en revue chaque cas, on pourrait voir que chez une légère majorité il manquait une classe dominante, qui au contraire, existait chez une forte minorité. De notre point de vue ce n'est pas le fait en lui-même qui est important, mais la conséquence politique, surtout dans le cas de l'empire des Habsbourg. Notamment dans cet empire, comme nous l'avons déjà dit, la classe dominante féodale possédait certaines institutions politiques des Ordres, tolérées par le pouvoir, qui assurèrent la possibilité de défendre certaines exigences nationales, lorsque celles-ci purent se manifester. Dans l'empire russe seuls les Polonais eurent cette possibilité, d'ailleurs de plus en plus réduite, jusqu'à sa disparition après 1863.

Il serait trop compliqué d'analyser ici le mécanisme de la formation des nations bourgeoises et son rapport avec l'évolution de la société bourgeoise. Nous insisterons plutôt sur la façon dont s'est posée la question de l'identité nationale, à cette époque et comment la conscience contemporaine a fixé unanimement le réveil national, comme le devoir des fils de la nation. Selon cette conception, la nation est une entité qui existe depuis longtemps, mais dont la majorité de ses membres virtuels n'a pas encore conscience; donc il faut réveiller

et rendre consciente la personnalité nationale. Et l'autre aspect du problème est celui que nous essaierons d'esquisser, c'est-à-dire le problème de la définition de l'identité nationale, de la nation en tant que communauté.

Il y avait des possibilités d'affirmer une identité quelconque même avant le déclenchement des mouvements nationaux, et ces possibilités sont devenues plus tard les germes du sentiment national. Essayons de les énumérer.

Il ne sera pas peut-être trop provocant de désigner l'appartenance aux différentes Églises, comme une des premières possibilités d'affirmer cette identité. Il est évident que l'Église orthodoxe dans l'Empire ottoman fut pendant des siècles un foyer d'opposition au pouvoir ou du moins qu'elle marqua toujours ses distances à son égard; dans le cas des Slaves la langue liturgique leur donna une autre possibilité de s'affirmer, toutefois de plus en plus limitée, étant donné l'écart assez grand qui la séparait de la langue parlée du peuple. C'est encore l'Église orthodoxe qui assura la possibilité d'affirmer leur identité à certains peuples de l'empire des Habsbourg; l'Église uniate joua le même rôle; il suffit de faire allusion au rôle du clergé uniate roumain de Transylvanie. Parmi les Églises protestantes l'Église réformée incarna de façon explicite l'identité hongroise, l'Église luthérienne ne jouant un rôle semblable que dans des cas exceptionnels, comme celui des Saxons de Transylvanie. Dans l'empire russe, l'Église catholique a assuré cette possibilité de préserver leur identité aux Polonais et aux Litvaniens, tandis que l'Église luthérienne l'a assurée pour les Estoniens et Lettons. Mais l'Église n'a assuré qu'en Russie l'affirmation des particularismes; dans l'empire des Habsbourg, elle a perdu son importance, non seulement à cause de la sécularisation qui progressait partout avec le temps, mais aussi parce qu'à l'époque du développement de la bourgeoisie, l'organisation ecclésiastique s'intégra, tôt ou tard, dans le pouvoir d'État qui devint de nouveau étranger.

Avant la formation des nations, le souverain était également une référence par rapport à laquelle pouvait se définir une identité; le bon roi, ou le bon empereur est un élément important de l'organisation sociale dans les sociétés à bas niveau de conscience. Le tsar russe ou l'empereur de Vienne (ce dernier évidemment pouvait beaucoup plus difficilement incarner l'identité nationale), jouaient depuis longtemps et dans une mesure considérable ce rôle, également aux yeux des grandes masses paysannes des nations non reconnues par le pouvoir. Pour les peuples des Balkans, l'empereur turc, ne fût-ce qu'à cause de la différence de religion, pouvait difficilement avoir ce rôle, bien qu'on puisse rencontrer, même dans ce cas, des éléments de ce phénomène. Par contre, dans le cas des peuples des Balkans, la libération nationale s'est produite relativement tôt, à partir du début du XIX^e siècle, et pour notre analyse, il est à peu près indifférent s'il s'agit d'une véritable indépendance reconnue selon les normes du droit international, ou bien d'une indépendance restreinte pendant une certaine période. Pourtant le souverain de l'État national enfin créé n'a pas

pu accomplir la tâche mentionnée car c'étaient les grandes puissances, qui en « parents attentifs » l'avaient choisi, issu généralement d'une dynastie européenne de moindre importance, et imposé. Ce monarque, installé par l'étranger, si l'on avait pu en fin de compte le chasser, était remplacé par un membre d'une autre dynastie, toujours désigné par les grandes puissances; évidemment un tel souverain ne pouvait pas incarner la nation, car généralement il ne connaissait même pas la langue de son peuple; tout au plus il l'apprenait avec le temps, s'il était très consciencieux. Dans les Balkans il y eut une seule exception, celle de la Serbie; mais celle-ci fût en proie aux rivalités, parfois sanglantes, qui opposèrent deux dynasties, les Karageorgevitch et les Obrenovitch, et ni l'une ni l'autre ne put se maintenir assez longtemps pour s'intégrer vraiment au peuple. Aux deux familles manquait en plus le prestige qu'octroie le droit divin dont bénéficiaient les autres familles du moins de naissance, et qu'elles rappelaient par tous les moyens.

L'affirmation de l'identité nationale pouvait aussi s'appuyer sur l'héritage des temps antérieurs, nous y avons fait allusion plus haut, à savoir les cadres politiques et le système des Ordres. Dans le cas des Polonais, des Tchèques, des Hongrois, des Croates, ou même des Saxons de Transylvanie, ou des barons allemands de la Baltique, ces cadres et institutions se sont révélés utiles et adaptables au cours du développement ultérieur, pour la définition de l'identité nationale aussi. Une classe existait qui disposait de droits politiques formels et d'une part plus ou moins grande du pouvoir politique réel, et plus tard elle put repeindre son isolement aux couleurs nationales, et devenir le ferment de la nation. L'évolution tchèque s'adapte peu à ce modèle, à cause de l'absence d'une petite noblesse et de la composition ethnique très variée de l'aristocratie. Les Ordres tchèques ont gardé seulement conscience de leur isolement régional, sans y voir aussi bien que d'autres le germe d'une nation virtuelle. Mais même ce moindre attachement a aidé dans une certaine mesure le mouvement national à ses débuts.

Finalement toutes ces possibilités de définir une identité, par leur essence, étaient attachées au système féodal; elles existaient depuis longtemps, mais comme nous l'avons vu, pour de nombreux raisons elles ne pouvaient pas servir de ferment national. Dans le cas des Églises l'existence de différentes confessions dans la nation virtuelle constituait souvent un obstacle; c'était le cas pour les Hongrois, mais les Slovaques aussi étaient catholiques et luthériens: aucune des Églises ne les soutenait vraiment et ils ne pouvaient pas non plus s'identifier à l'une ou l'autre. Les cadres politiques et celui du système d'Ordres offraient à une partie des nations la possibilité de définir une identité nationale, mais seulement si c'était la classe dominante qui mettait en œuvre la suppression du servage; car si elle laissait agir dans ce domaine le pouvoir d'État, alors elle perdait précisément les possibilités nationales offertes par ces cadres.

Donc il a fallu mettre en avant un autre facteur, indépendant du système féodal, ou du moins qui peut être considéré comme tel, et dénote déjà la montée vers le nouvel ordre bourgeois. Il est tout à fait évident que de ce point de vue c'est la langue qui s'est révélée la plus adaptable et la plus utilisable, la langue du peuple, qui devient déjà la langue de la nation.

Certes la langue est devenue de plus en plus nécessaire, comme moyen de communication à la suite du développement économique; l'extension des rapports commerciaux, les possibilités élargies de la mobilité horizontale ont valu dans ce domaine; la modernisation a exigé directement le renouveau de la langue, l'expression des notions nouvelles. Seulement, dans la conscience de l'époque ce n'est pas cet aspect qui est rappelé, mais l'important facteur d'unité que constitue la langue. Là, où la langue nationale existait déjà, il a fallu seulement l'embellir ou l'enrichir. Les Polonais, les Tchèques, les Hongrois, et les Russes disposaient déjà d'une telle langue.

Le cas des autres peuples fut plus difficile, car il leur a fallu même créer une langue nationale, littéraire. Éventuellement une langue littéraire existait, mais elle était différente de la langue du peuple, et même de la langue parlée des couches cultivées, comme, dans le cas des Serbes, le slavénoserbe qui, pour simplifier, est la langue russe colorée d'expressions serbes. Mais il y avait d'autres langues connues et utilisées, qui étaient considérées comme les langues de culture; même la grande littérature n'était pas imaginable dans d'autres langues, encore moins la littérature scientifique. C'est un lieu commun de citer ici l'Allemand dans l'empire des Habsbourg, le Grec dans les Balkans, bien que ce dernier lui-même eut à lutter contre les difficultés que lui causait la formation d'une langue nationale.

Ailleurs, où il n'y avait pas de langue nationale, on a pris pour base un des patois, qui a été alors développé, renouvelé, adapté aux nouvelles circonstances. Le rôle des nécessités économiques dans ce choix est prouvé par l'exemple des langues baltiques, où la langue du territoire économiquement le plus développé, et le plus dynamique a été choisi pour être la base de la langue littéraire. Le choix fut généralement heureux, le patois en question s'est enraciné comme langue littéraire. C'est ce qui s'est passé également chez les Bulgares; tout simplement ils ont choisi le patois qui s'écartait le plus du Macédonien; et ainsi en dernière analyse l'évolution d'une langue indépendante macédonienne a été rendu possible.

Il n'est pas raisonnable d'esquisser ici les problèmes de la création et de l'institutionnalisation d'une langue nationale. Il s'agit d'un processus de plusieurs décennies et pour nous c'est le résultat qui compte: chaque nation est arrivée à disposer de sa langue nationale littéraire, et dans la suite c'est cette langue qui leur a servi de référence principale pour l'identité nationale.

Sur ce point il faut nous arrêter un moment, pour ne pas trop simplifier les problèmes. Les termes de la formule: chaque nation est arrivée à disposer de

sa langue nationale littéraire ont été choisis de façon réfléchie. En effet les ethnies qui n'ont pas pu se forger une langue nationale, ne sont pas devenues non plus des nations. Par exemple les Sorbes: bien qu'ils eussent même deux langues littéraires, aucune des deux n'était apte à incarner l'esprit national. Évidemment les Sorbes n'ont pas pu former de nation, pour de nombreuses autres raisons également. Mais dans le cas des Ruthéniens, les habitants de l'Ukraine subcarpatique, une des causes du fait qu'ils n'ont pas formé de nation indépendante est à chercher dans leur mésentente — qui ne concerne pas ceux qui vivent en Yougoslavie — en matière de langue nationale littéraire. Pour les Slovènes restait la possibilité d'emprunter la langue littéraire serbo-croate et ainsi de s'identifier avec la nation croate. Les Slovaques, de la même façon, auraient pu s'intégrer dans la nation tchèque, s'ils n'avaient pas forgé leur propre langue littéraire.

Le rapport entre la langue et la nation était tout à fait évident pour les contemporains aussi, et selon les exemples que nous venons de citer, non sans raison. Il est indiscutable que la formation ou la non-formation d'une nation s'explique également par d'autres facteurs, comme l'importance numérique de l'ethnie, les circonstances politiques, les interventions ou essais d'intervention de l'État; mais sans aucun doute, l'existence ou l'absence d'une langue nationale joue un rôle primordial.

Après la langue, un autre élément est également important: le passé national. L'image qui s'est formée du passé « national » a été rattachée en partie aux traditions historiques existantes, à la conscience historique. A cet égard encore les nations qui disposaient de leur propre classe dominante étaient dans une situation plus favorable, car cette classe possédait une conscience historique aux racines anciennes, qu'il ne fallait que diffuser dans les larges masses. Nous pouvons ajouter que c'est précisément pour cela que cette conscience historique a été rattachée plus étroitement aux événements historiques réels, et qu'elle correspondait dans ses grandes lignes à la réalité historique. Dans la conscience historique des peuples des Balkans au fond ne figurait que la conquête turque; la conscience de l'existence d'un État antérieur était pratiquement absente, ou bien s'y mêlaient de trop nombreux éléments légendaires.

Bien sûr, les éléments légendaires étaient présents dans la conscience historique de toutes les nations: la Libuše tchèque, ou le Krakus polonais, fondateurs de ville ou d'État, ou le cheval blanc, la selle et l'étrier contre lesquels le prince hongrois Árpád avait acheté le pays au Morave Svatoopluk. Pourtant les membres des dynasties Árpád, Piast ou Přemysl étaient les souverains de pays existants. Le slovaque Papánek a rédigé une liste des souverains slaves (c'est-à-dire slovaques ou encore moraves) au moins aussi longue que celle que l'on pourrait composer avec les membres de la dynastie Árpád. Sur cette liste figurent quelques princes moraves qui ont véritablement existé.

Mais l'essentiel n'est pas de savoir dans quelle mesure la conscience historique qui existait ou plutôt qui se forgeait à cette époque, correspondait aux faits. L'essentiel c'est qu'elle a favorisé la définition de l'identité nationale de façon presque aussi efficace que la langue. Quelques éléments de la conscience historique de ces ethnies étaient donnés, comme par exemple la conviction d'être autochtone, ou celle d'habiter dans la région depuis plus longtemps que ces autres, qui n'étaient que des nouveaux venus. Chez les Hongrois comme la conquête du pays était un fait établi, difficile à nier, la conscience d'une origine commune des Huns et des Hongrois vint à l'aide. Un autre élément de ce type était la foi en l'existence d'un âge d'or dans le passé de chaque nation, époque où elle jouait un rôle important en Europe et où son territoire était beaucoup plus étendu que présentement. Plus tard, un autre élément encore s'ajouta, le souvenir du rôle de la nation en question dans la défense de l'Occident contre l'Orient. On pourrait énumérer encore de nombreuses variantes selon les nations, mais cela serait superflu. La tradition historique, appuyée plus tard par des arguments scientifiques, ou paraissant tels, s'est révélée un élément constitutif important de l'identité nationale, conjointement avec la langue, et, ajoutons-le, a exercé son influence jusqu'à nos jours. Le passé national a pu s'associer sous une forme quelconque à la notion de la patrie, mais cela n'était pas indispensable. La notion de patrie était une composante importante pour ceux qui avaient un pays disposant d'institutions politiques quelconques, ou, ajouterons-nous pour ne pas oublier les Polonais, pour ceux qui l'avaient perdu depuis peu. Nous sommes arrivés au même point que dans d'autres cas: il s'agit des nations ayant leur propre classe dominante. Pour les Slovaques par exemple la patrie a représenté très longtemps toute la Hongrie historique, et la notion s'est limitée seulement plus tard à la région qui s'étend aux pieds des Tatras, habitée par les Slovaques.

Dans les analyses précédentes, nous sommes partis de la nation pour rejoindre l'individu, examinant les aspects qui permettaient à celui-ci de reconnaître son appartenance à celle-là. L'autre versant du problème est le suivant: pourquoi et comment l'individu s'est-il reconnu dans tel ou tel aspect, c'est-à-dire dans telle ou telle nation? Est-ce qu'il avait le choix? Au sens juridique du mot, assurément, car même en Russie, il n'y avait aucun obstacle légal à un choix éventuel (seul partant de l'Église orthodoxe a été interdite la conversion à une autre confession). En tout cas il ne faut pas se perdre dans cette question. Avant la formation de l'État moderne, capitaliste, l'individu n'était pas obligé non plus au choix. La reconnaissance de la possibilité du choix supposait en elle-même déjà un niveau culturel et social élevé. Là où ce dernier était réel, et surtout pendant les décennies de la transition, la possibilité du choix était vraiment donnée surtout aux éléments bourgeois des villes. Ainsi nous sommes déjà arrivés au problème de l'assimilation; de l'assimilation naturelle, il s'entend, l'assimilation forcée ne relevant pas de notre sujet.

Le choix était évidemment limité par un facteur — celui de la langue maternelle. Les différences entre les patois n'étaient nulle part suffisamment importantes pour que le patois devenu langue littéraire ne soit pas compréhensible pour quelqu'un qui en parlait un autre. Ainsi dans la majorité des cas, le problème était tout de suite résolu, pour celui qui était placé devant la nécessité du choix. Avant ce moment d'ailleurs, personne n'utilisait la possibilité théorique de choisir.

Pour les couches bourgeoises des villes, le problème était un peu différent. Il leur était possible de connaître d'autres langues et ainsi la contrainte imposée par la langue maternelle était supprimée. Ce n'était plus elle qui constituait l'essentiel, mais la possibilité de choisir l'appartenance à une autre nation à l'aide d'une autre langue. A l'époque et plus tard aussi, c'était toujours un choix conscient. Le choix pouvait être motivé premièrement par des considérations sociales ou des intérêts matériels. Dans une situation donnée, l'assimilation à une autre nation offrait également la possibilité d'une promotion sociale. Ceci est tellement évident qu'il ne vaut pas la peine de s'attarder sur ce point. En revanche il faut renvoyer à d'autres motivations possibles, qui jouaient également un rôle quelconque, peut être même, paradoxalement, plus important, en dépit de celle qui vient d'être citée.

Dans le Royaume Polonais appartenant à la Russie, même après 1864, à l'époque où être Polonais n'était pas une condition idéale, la grande bourgeoisie allemande et juive de Varsovie s'est assimilée à la nation polonaise et non pas à la nation russe. Il est évident qu'elle n'avait rien à espérer, ni avantages politiques, ni avantages matériels. Peut-être la mentalité, le mode de vie, l'image du monde de la noblesse polonaise exerçaient-ils une telle attirance que les étrangers les choisissaient. Certainement la magyarisation comportait des éléments semblables. Elle procurait aussi un surcroît de prestige social. De même dans les Balkans beaucoup choisirent la nation grecque. Le souvenir de Byzance a pu avoir également un certain effet, tout comme pour les exemples hongrois ou polonais, l'existence d'une tradition historique, d'un pays possédant une certaine autonomie pour le premier ou l'ayant perdue récemment, de facto sinon de iure, pour le second. Certainement le fait que les traditions polonaises et hongroises étaient plus importantes, que celui des autres nations, joua un rôle beaucoup moins décisif.

Nous pouvons ajouter encore un fait bien connu: l'assimilation était réversible, le Lituanien qui s'était assimilé en Polonais découvrait tout d'un coup qu'il était tout de même Lituanien, et le Bulgare devenu Grec reconnaissait soudainement qu'il était pourtant Bulgare. Mais précisons que ces derniers cas sont individuels de telle sorte que souvent on connaît même le nom des personnes en question. En revanche, l'assimilation, à défaut de devenir un phénomène de masse, a atteint de larges masses.

Pour revenir à l'étude de la nation, il faut rappeler que l'identification

avec la nation peut être considérée comme similaire au phénomène que parfois même les contemporains nommaient la diffusion de la conscience nationale. Tant que les empires multinationaux existèrent, et que la majorité des nations ne disposèrent d'aucun des pouvoirs d'un État, deux moyens de diffusion de la conscience nationale dominèrent: la littérature et le théâtre. Évidemment tous deux sont rattachés à un élément fondamental de l'identité nationale, à la langue. La littérature connut longtemps une diffusion plus restreinte, ne s'adressant qu'au public sachant lire et écrire. En revanche elle était particulièrement apte à diffuser l'autre élément de l'identité nationale, la tradition historique. Le théâtre, surtout le théâtre ambulant — et c'est un phénomène qui n'est pas seulement connu chez les Hongrois — était parfois capable de toucher des couches plus larges, car il n'exigeait pas du public qu'il sache lire, et communiquait aussi bien les traditions historiques que la littérature.

En fait, la diffusion de la conscience nationale possédait encore un moyen, beaucoup plus important, touchant des masses beaucoup plus larges: l'instruction publique. L'enseignement primaire se faisait, là où quelque chose avait été prévu dans ce domaine, dans la langue maternelle. Mais il communiquait au mieux la conscience nationale diffusée par l'Église, quand il n'était pas le simple truchement de l'idéologie du pouvoir d'État. Elle n'est donc devenue un facteur essentiel dans la formation de l'identité nationale que lorsque la nation libérée de l'empire multinational, fut indépendante et posséda son propre appareil d'État. C'est-à-dire à partir de 1804, au commencement du premier soulèvement serbe, dans les Balkans, mais dans de nombreux autres cas seulement après 1918. Mais, à partir de cette date, partout, le pouvoir d'État — et c'était en principe l'État national — s'occupait de l'éducation nationale, et pouvait réaliser l'enseignement de la langue maternelle de l'école primaire jusqu'à l'enseignement supérieur. Et il put sans aucun doute également s'occuper de développer la conscience nationale, à partir de cette époque dans l'ensemble de la société.

Il faut ici mentionner encore un élément, dont on aurait pu tout aussi bien parler plus tôt. Le souverain, comme nous l'avons vu, put de moins en moins incarner l'identité nationale, et après 1918 encore moins que jamais. Mais les États indépendants avaient pu élaborer toute leur symbolique, les armoiries nationales, le drapeau national, l'hymne national — symboles qui tous ont rendu tangible la réalité idéale qu'était la nation, et la réalité politique qu'était l'État, le pouvoir. Ajoutons que ces symboles lui étaient utiles, car ils pouvaient détourner l'attention des aspects gênants du pouvoir qui s'efforçait de s'identifier avec la nation et y parvenait d'ailleurs dans la majorité des cas.

Dans la nouvelle situation née de 1918 un nouvel élément s'est joint aux éléments anciens. L'appartenance au camp des vainqueurs, ou à celui des vaincus a ajouté des traits importants à l'identité nationale. Le vertige du triomphe, la libération de l'oppression antérieure ont aussi bien renforcé la

conscience nationale, même chez l'individu, que le sentiment de solitude et d'humiliation. Il est également notoire que ces deux états d'esprit sont tout autant exploitables politiquement pour l'ajournement des problèmes sociaux urgents.

Attachons-nous à un nouvel élément. Si nous laissons de côté l'existence des trois nations composant la Yougoslavie et des deux composant la Tchécoslovaquie, limité que nous sommes par l'étendue de la présente étude, nous pouvons alors constater qu'après 1918 chaque nation possédait déjà son propre État, État national il s'entend. Mais les empires multinationaux ont légué aussi à ces États la problématique des minorités nationales; en effet, après la fixation des nouvelles frontières, il n'y en avait pratiquement aucun parmi eux qui réunit tous les membres de l'ethnie (peut-être les petits États baltes en étaient-ils les plus proches), et encore moins qui fût composé uniquement des membres de la nation en question, et ne possédât pas sur son territoire de minorités nationales. L'élément essentiel en revanche était que ces minorités nationales, dans la majorité des cas, avaient déjà une conscience nationale assez élevée, conséquence, entre autres, du pouvoir étatique subi au cours des décennies antérieures. Les obstacles à l'assimilation naturelle n'étaient pas dressés seulement par la langue maternelle mais, de manière beaucoup plus efficace, par la conscience nationale. Les époques antérieures avaient déjà enseigné que les tentatives d'assimilation forcée donnaient très peu de résultats, et produisaient beaucoup plus sûrement l'effet contraire. De plus, entre les deux guerres mondiales, ces tentatives furent rendues beaucoup plus difficiles par le système juridique international de la défense des minorités.

Jusqu'ici nous n'avons pas parlé d'un élément essentiel mais tout à fait négatif: la conscience nationale signifie non seulement l'identification avec une nation, mais aussi le refermement de celle-ci sur elle-même. Et la possibilité de conflits, de haines entre nations se cache ici inévitablement. Peut-être l'expression « se cache » est elle-même un euphémisme. Il est vrai, on peut toujours rappeler, et nombreux sont ceux qui le font, le nombre important de ceux qui, même au cœur des conflits les plus aigus, des conflits armés, des guerres, professaient l'amitié, la compréhension entre les nations et leur association contre l'ennemi commun. Il ne faut pas se faire d'illusions: ils étaient toujours en minorité, ils ne pouvaient même guère atténuer les différends. Ils méritent notre respect, mais ils méconnaissaient la réalité historique.

C'est exactement pour cela que les personnalités se sentant responsables du sort de leur nation ont accueilli chaleureusement la situation nouvelle qui s'est créée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, et encore plus les débuts de la construction du socialisme, convaincus que cela allait supprimer toute possibilité de conflit ultérieur, et qu'enfin pourrait se réaliser la réconciliation des nations tellement attendue et professée par les minorités. L'identité nationale ne signifierait plus l'opposition aux autres nations.



De nouveau, ne nous faisons pas d'illusions. Jusqu'ici tout cela n'est pas arrivé. L'entente parfaite et l'amitié apparente imposées par voie autoritaire se sont défaites très vite. En continuant, nous répéterions des choses bien connues. Mais une donnée ne doit pas être oubliée: la construction du socialisme a apporté partout de nouvelles couleurs, de nouvelles composantes à la conscience nationale, maintenant socialiste.

Il faut croire que cela apportera tôt ou tard cette entente et cette amitié parfaite que beaucoup parmi les membres de la génération antérieure croyaient tellement proches, vers 1945.

Cela dépend également de nous, artisans de la littérature et des sciences, que ce rêve se réalise le plus tôt possible.